



# Flash-Info Cgt-Inra n°1

## Janvier-Février 2004

Site web : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/>

### EDITORIAL

Voici le premier numéro de Flash-Info - bulletin d'information rapide de la CGT-INRA- en direction de tous les agents de l'INRA. En ouverture, permettez-nous tout d'abord de vous souhaiter à toutes et à tous une **bonne et heureuse année 2004**.

Ce simple A4 a tout d'abord pour but de vous rendre compte de la participation des élus de notre syndicat à diverses commissions nationales, mais également de vous informer rapidement sur des décisions prises dans ces instances et qui parfois pèsent lourd dans l'avenir de notre Institut. Nous espérons que ce Flash-Info n°1 répondra à certaines de vos attentes. De notre côté, nous sommes ouverts à toutes vos critiques et suggestions,

Le secrétariat National de la CGT-INRA ([cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr))

### Conseil d'Administration du 17/12/2003

Les membres des bureaux nationaux de la CGT et de la CFDT, porteurs des 1800 signatures d'agents INRA de toutes catégories et niveaux hiérarchiques en faveur du rejet du projet catastrophique de budget 2004, ont d'abord solennellement demandé aux administrateurs de voter contre le projet qui leur était soumis.

**La Décision Modificative n°3 au budget 2003 (DM3)** baisse un budget (personnel compris) déjà calamiteux de 0,4% (2,75 M€), principalement par une réduction des prévisions de ressources sur contrats. C'est le chapitre « soutien de base aux unités » qui est ponctionné pour arriver à l'équilibre : -3,3 M€ (2%) dont -1 M€ pour couvrir un besoin de financement des AIP, -0,45 M€ pour la paye des post-docs «ministère» et -1,8 M€ résultant du bilan entre la baisse de prévision des contrats et quelques fonds de tiroirs.

*Votes : 6 contre (3 CGT, 3 CFDT) ; tous les autres pour.*

Les grandes lignes du **Budget Primitif 2004** prévoient notamment la suppression de 25 emplois titulaires de CR1, 31 IR2, 19 TR, 14 AJT et 13 AGT libérés par départs en retraite ou autres (101 suppressions au total), la suppression de 10 emplois (1 SAR, 4 AJA et 5 AGT) financés par le Ministère de l'Agriculture, la diminution de 10 % du soutien de base des unités par rapport aux dotations initiales 2003, la diminution de 13 % des crédits pour l'accueil de boursiers et chercheurs étrangers, des transformations d'emplois d'AGT en TR (80 AGT → 62 TR). Dans le même temps, les dépenses de fonctionnement montrent notamment que les retards de crédits de paiement sur les autorisations de programme se cumulent d'une année sur l'autre. Les élus CGT ont rappelé le texte lu par les syndicats au nom des personnels signataires, et ont demandé à tous les administrateurs de voter contre ce budget, afin que les ministères revoient leur copie. Les élus CGT ont condamné les suppressions massives et régulières d'AGT (entre 2003 et 2004, c'est 160 postes d'AGT qui disparaissent, soit 25% des postes qui subsistaient en 2002), «repyramidage» qui ne répond à aucun objectif clairement conforme aux besoins, si ce n'est un recours massif à la sous-traitance de

nombreuses activités. La Directrice Générale (M. Guillou) a justifié les arbitrages internes sur le budget qui donnent la priorité à «l'action des unités» et poursuivent le «repyramidage» des emplois pour «suivre l'évolution des métiers de la recherche». Sans répondre aux élus sur la disparition des AGT, elle plaide que la requalification répond à l'évolution des besoins des travaux de recherche. L'emploi titulaire est «utile et indispensable», mais «les emplois CDD de 3 à 6 ans ont un rôle dans la recherche». M<sup>me</sup> Cormier (Chambres d'agriculture) s'est inquiétée de la réduction des postes, car «l'agriculture a besoin d'avoir confiance dans la recherche», tout en déclarant qu'elle voterait quand même ce budget... M. Pagesse (Limagrain) a critiqué en partie cette politique en dénonçant la précarité pour des docteurs arrivant à BAC + 8, et en souhaitant arriver à les stabiliser au cours de leur contrat.

*Votes : 6 contre (3 CGT, 3 CFDT) ; tous les autres pour.*

### Journée de mobilisation du 29/01/2004

Le 29 janvier 2004, à l'appel de l'ensemble des syndicats de la recherche et de l'enseignement supérieur, des manifestations sans précédent ont rassemblé des milliers de personnels de recherche de toutes catégories, chercheurs et doctorants comme ITA pour dénoncer le budget 2004 et réclamer que les 550 postes de titulaires supprimés nous soient rendus. Malgré ces manifestations et la pétition signée par plus de 40.000 personnes, le gouvernement reste sourd et maintient l'ensemble des mesures annoncées qui menacent l'existence même des grands organismes publics nationaux de recherche comme le CNRS, l'INRA ou l'INSERM. La CGT-INRA invite les personnels à se réunir en assemblée par service, par centre, afin d'établir précisément les revendications en matière d'emplois titulaires et de budget à opposer à cette situation catastrophique. Elle oeuvre à l'organisation d'une grande manif recherche début mars.

### Commission Nationale de Formation Permanente (CNFP) du 29/01/2004

Le budget 2004 alloué à la Formation Permanente conduit à une véritable impasse budgétaire: le total des ressources est d'environ 4 M€, or le coût des prévisions de formations s'élève à environ 5 M€, entraînant un déficit de près d'1 M€ par rapport au budget nécessaire pour l'accomplissement de son budget prévisionnel. La Direction Générale a par ailleurs demandé explicitement aux élus du personnel de faire un «choix» dans les actions à supprimer. Les élus CGT s'y sont bien évidemment refusés, en précisant que dans le cadre des restrictions budgétaires affichées, le secteur «carrière des agents» (formation aux concours notamment) devait être épargné. Le comité d'évaluation du second protocole de formation a terminé ses travaux et remis à la direction son rapport. Il faut rappeler que contrairement à la CFDT et la CFTC, nous avons refusé de participer à ce comité. Ce rapport sera examiné lors d'une réunion de la CNFP qui se tiendra en avril.